



LST Andenne - LST Ciney-Marche - LST Hainaut - LST Namur

Mouvement Lutttes Solidarités Travail

rue Pépin, 27 tél : 081-22.15.12 federation@mouvement-LST.org Fortis BE 67 001-3385893-87
B - 5000 Namur fax : 081-22.63.59 www.mouvement-LST.org

Namur, le 28 septembre 2017

Mesdames, Messieurs, députés au Parlement wallon,

Le 17 octobre, à 11 heures, des personnes parmi les plus pauvres vous donnent rendez-vous, dans vos locaux, à l'occasion de la journée mondiale du refus de la misère. Cette année, nous fêtons le trentième anniversaire de la dalle commémorative, dédiée aux victimes de la misère, posée sur le Trocadéro, à Paris. C'est au pied d'une réplique de cette dalle, suspendue depuis 2008 dans la verrière du Parlement, et que vous connaissez bien, que nous serons très heureux de vous rencontrer.

"Entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, entre le maître et le serviteur, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit" (Lacordaire).

Et vous êtes les artisans et les promoteurs de la loi pour aujourd'hui.

Il reste que nous ne pouvons que constater que depuis les dernières décennies, cette approche du droit ne constitue pas la balise essentielle d'une multitude de législations que nous avons dénoncées avec d'autres, et comme d'autres, ici et ailleurs.

La première responsabilité que les citoyens vous confient, en vous demandant de les représenter, c'est bien de garantir pour chacun, de pouvoir satisfaire ses besoins fondamentaux et ceux de sa famille. Ce qui est d'abord attendu, c'est vivre dans un logement adéquat, sans crainte pour demain quant à l'alimentation, les soins de santé, l'éducation, la culture, ... Pour atteindre cet objectif minimal, il faut évidemment assurer un revenu qui soit suffisant, soit, par un emploi, soit par la solidarité dans ses formes structurelles dont nous regrettons vraiment la fragilisation croissante et organisée. La richesse de la région, si l'objectif est bien la dignité de chacun, suffit largement. Il faut sans doute imposer un nouveau partage.

La croissance économique et la rentabilité des entreprises semblent être les valeurs de référence pour les choix actuels, à tous les niveaux de pouvoir et dans tous les domaines de l'activité humaine. On imagine bien le poids des lobbies. Mais ces priorités sont celles d'autres acteurs sociaux, au service d'un développement économique qui amplifie toutes les formes d'inégalités et d'exploitations. Les plus pauvres attendent des décideurs politiques la promotion d'autres valeurs. (Voir étude des valeurs prioritaires des plus pauvres de Cherenti)¹

Ce n'est ni la croissance, ni l'accumulation des richesses pour certains², ni le travail à travers « l'emploi »³, qui ont permis, dans l'histoire, de sortir nos concitoyens de la misère. C'est la

¹Enquête sur les valeurs importantes des portées par les plus pauvres. Logement, solidarité en tête. « Public précarisé: le choix des dimensions prioritaires », août 2013, Ricardo Cherenti, Union des villes et communes de Wallonie asbl et Fédération des CPAS.

²Qui atteint actuellement des seuils d'inégalités jamais atteint.

³Actuellement, des emplois dont la valeur « marchande » est de plus en plus bradée. Exemple Voir le « mythe de l'Allemagne » et ses milliers de travailleurs (euses) pauvres. Et chez nous le nombre de postes de travail dont le statut est déréglé.

naissance de la sécurité sociale, et de services publics de qualité, tel l'enseignement, qui ont garanti la sécurité d'existence et le bien-être pour chacun. Le « **progrès** » souvent confondu avec « la croissance », ou « le développement » se mesure, pour nous, dans ses capacités à améliorer l'ensemble des conditions d'existence **de tous les humains**. Nous y ajoutons, pour garantir de n'oublier personne, en accordant la priorité à toutes celles et ceux qui, parmi nous, subissent la plus grande insécurité d'existence.

Les plus pauvres, victimes particulières de l'inégalité croissante du partage des richesses dans nos régions, veulent vous rencontrer. Au nom de tous les citoyens relégués dans une insécurité d'existence permanente, ils témoigneront, ce 17 octobre, de ce qu'ils vivent au quotidien, de leur courage, et de la conscience qu'ils ont de l'impasse malheureuse qui se construit à leur sujet, dans la répression et la criminalisation. Autant de faits qui témoignent d'un danger terrible pour l'avenir des hommes et du monde. Des fragilisations inacceptables de tous les organes de solidarité ou de service publique sont imposées, en même temps qu'un recul des protections sociales ou des travailleurs.

Seules sont valorisées, les actions d'assistance qui enferment dans la stigmatisation, la dépendance, et une insécurité permanente. Même l'appel légitime à la solidarité immédiate, dans la rue, est criminalisée, et sanctionnée. Il est temps, Mesdames et Messieurs les députés, de reprendre en main, avec audace, dans les valeurs qui nous mobilisent tous, la gestion du monde, avant qu'il ne s'effondre dans les dents d'ogres insatiables. L'avenir de la vie sur la terre, et le bien-être de chaque homme et du plus pauvre en particulier, mérite notre mobilisation et notre investissement prioritaires, à tous.

Un prochain courrier vous proposera un regard plus étendu sur les réflexions, déjà largement diffusées, que les plus pauvres construisent dans leurs résistances quotidiennes, et sur leurs analyses.

Merci de bloquer la date du 17 octobre dans vos agendas. Monsieur André Antoine nous accueillera en ouvrant la rencontre à 11 heures.

En vous remerciant pour l'attention que vous accorderez à notre invitation, nous vous assurons, Mesdames et Messieurs les députés, de nos sentiments les plus respectueux.

Pour le Mouvement L.S.T.,
Luc Lefèbre.